



Conseil économique et social

Distr. générale
28 octobre 2010
Français
Original : anglais

Comité des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2011

31 janvier-9 février 2011

Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Institut islamique afro-américain	3
2. Société anti-esclavagiste	4
3. Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	6
4. Communauté internationale Baha'i	8
5. Fédération européenne des femmes actives au foyer	10
6. Global Alliance for Women's Health	11
7. Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines	12
8. Association internationales des ports	14
9. International Federation of Family Associations of Missing Persons from Armed Conflicts	15
10. International First Aid Society	16
11. Maryknoll Fathers and Brothers	17
12. Sinha Institute of Medical Science and Technology	19
13. Tiye International	20
14. To Love Children Educational Foundation International	21



15. Unione Intercontinentale Casalinghe.....	23
16. World for World Organization	24

1. Institut islamique afro-américain

Statut général accordé en 1998

I. Introduction

L'Institut islamique afro-américain est une organisation non gouvernementale humanitaire ayant des organisations affiliées aux États-Unis d'Amérique, en Europe, au Canada, et à Trinité-et-Tobago.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

Les enseignements de l'islam représentent le fondement des activités humanitaires de l'organisation destinées à créer des capacités pour le développement durable des ressources humaines et naturelles, l'éducation universelle, y compris l'alphabétisation des adultes, l'accès aux soins de santé, l'atténuation de la faim et de la pauvreté extrêmes, le développement des ressources en eau, l'amélioration de la condition de la femme, la protection des enfants et la promotion de la paix, notamment la compréhension et l'harmonie entre religions. L'organisation crée des écoles et des dispensaires et exécute des projets de développement centrés sur les femmes et les orphelins. Elle participe également à des colloques interreligieux destinés à promouvoir la paix.

B. Changements majeurs survenus dans l'organisation

Depuis la mort de son fondateur et président en août 2008, l'organisation passe par une transition et une réorganisation générale.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, l'organisation a convoqué une conférence à Medina-Baye (Sénégal) pour sensibiliser la population aux problèmes rencontrés par les enfants et les adultes souffrant de handicaps. Elle a organisé en 2007 une tournée de conférences sur l'islam sous le titre « Une religion de paix » dans le cadre de ses activités continues qui visent à promouvoir l'entente interreligieuse aux États-Unis d'Amérique, qui est passée par les villes suivantes, entre autres : Philadelphie (Pennsylvanie), Washington D.C.; Atlanta (Géorgie); Louisville (Kentucky); et Détroit (Michigan). En 2008, elle a inauguré à Dakar une station radio internationale, la radio Al Fayda, financée par l'Agency for International Development des États-Unis et travaillant en collaboration Voice of America, chargée de diffuser des informations sur les problèmes sanitaires et sociaux actuels et des programmes d'éducation, d'encourager des mesures de santé préventive et de promouvoir des messages interreligieux et interculturels de paix.

A. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

En 2006, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'organisation a accueilli à Medina-Baye en 2006 un séminaire régional sur la mortalité infantile; en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), elle a parrainé un séminaire sur la protection des enfants dans les écoles coraniques à Dakar; et elle a présenté à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) un rapport sur sa campagne en faveur de l'immunisation contre la poliomyélite conduite dans le Nigéria septentrional.

B. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont les suivantes, entre autres : campagne en faveur de l'immunisation contre la poliomyélite dans le Nigéria septentrional en 2006; déclaration adressée au ministres de la santé de l'Organisation de la Conférence islamique sur le rôle des dirigeants religieux dans l'élimination de la poliomyélite, à Kuala Lumpur en 2007; fourniture d'une éducation par le biais des écoles islamiques, qui sert de modèle pour les soins à donner aux enfants; initiatives en matière de santé maternelle et infantile et d'immunisation soutenues par l'OMS, et éducation en matière de VIH/sida.

C. Informations additionnelles

En 2007 au Nigéria septentrional, Rotary International a décerné à l'organisation le prix de champion de l'élimination de la pauvreté.

2. Société anti-esclavagiste

Statut général accordé en 1950

I. Introduction

La société anti-esclavagiste, fondée en 1839, est l'une des organisations internationales des droits de l'homme les plus anciennes. Établie à Londres, elle travaille dans le monde entier par le biais de ses partenaires en Afrique, Asie du Sud, Asie de l'Est, Amérique latine et Europe.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation œuvre en faveur de l'élimination de toutes les formes de l'esclavage dans le monde. Elle travaille au niveau local, national et international pour éliminer toutes les formes de l'esclavage en révélant les cas d'esclavage actuels, en appuyant des études destinées à évaluer l'ampleur de l'esclavage et à identifier les moyens d'y mettre fin, en soutenant les initiatives des organisations locales, en sensibilisant le public, en faisant campagne en faveur de son élimination, et en militant en faveur d'une application plus effective des instruments internationaux contre l'esclavage.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les activités de l'organisation sont conduites conformément à l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux différents traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'organisation exécute des programmes qui visent à combattre et à éliminer le travail forcé, le travail servile, la traite des personnes, l'esclavage basé sur la descendance, la servitude des enfants et le mariage forcé et précoce. Les programmes ont un double objectif : faire une différence réelle et immédiate dans la vie des personnes vivant dans l'esclavage ou vulnérables à son égard, et conduire et publier des études en vue promouvoir la modification des lois, des politiques et des comportements; ils offrent également des services aux victimes de l'esclavage. De même, l'organisation facilite l'accès à l'éducation afin de faire justice aux anciens esclaves et de les indemniser. Entre autres, elle milite en faveur de la ratification des traités et conventions contre l'esclavage par les gouvernements, de leur incorporation dans les systèmes pénaux, de la libération des esclaves et de leur réinsertion dans la société grâce à des procédures valables; et en faveur de l'autonomisation des ONG, des organisations de la société civile, des organisations d'anciens esclaves et d'autres partenaires aux fins de l'élimination des causes profondes et des conséquences de l'esclavage, entre autres grâce au soutien apporté aux victimes et à la prévention de l'asservissement de groupes vulnérables et à la sensibilisation du grand public.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

Conseil des droits de l'homme : à la sixième session en décembre 2007, l'organisation a coparrainé une manifestation parallèle sur l'impact des politiques de lutte contre la traite sur les droits de l'homme de ses victimes; à la huitième session en juin 2008, elle a contribué une déclaration écrite sur la nécessité d'une approche intégrée à la promotion et à la protection des droits de l'homme des personnes victimes de la traite et de tous les travailleurs migrants, en collaboration avec la Global Alliance against Traffic in Women et La Strada International; elle a coparrainé une manifestation parallèle sur le travail forcé et la servitude d'enfants en Asie centrale : La voie à suivre et le rôle de la communauté internationale.

Office des Nations Unies sur les drogues et le crime : Conférence des États parties à la Convention contre la criminalité organisée transnationale et à ses protocoles, octobre 2006; elle a coparrainé une manifestation parallèle sur la protection des victimes de la traite conformément à une approche axée sur les droits de l'homme; Conférence des États parties à la Convention contre la criminalité organisée transnationale et ses protocoles, octobre 2008; elle a coparrainé une manifestation parallèle sur la nécessité d'un mécanisme d'examen de la mise en œuvre du Protocole relatif à la traite des personnes. Conférence internationale du travail, juin 2006.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré en particulier avec le Rapporteur spécial dans les domaines suivants : les procédures spéciales relatives aux formes contemporaines de l'esclavage, ses causes et ses conséquences; la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants; les droits de l'homme des migrants; et les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée; avec l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains; avec l'Office des Nations Unies sur les drogues et le crime; avec l'Organisation internationale du travail (OIT) par le biais de la coopération avec le Congrès international des syndicats. À l'Office des Nations Unies sur les drogues et le crime, elle a participé en mars 2009 à des consultations d'experts concernant un cadre d'action pour l'application du Protocole contre la traite des êtres humains. En novembre 2008, elle a participé à un atelier de l'OIT sur l'élimination de la traite des êtres humains à partir de la République de Moldova et de l'Ukraine grâce à des mesures basées sur le marché du travail.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. L'organisation s'emploie à mettre fin à l'esclavage basé sur la descendance en Afrique de l'Ouest et au travail servile en Asie du Sud grâce à des activités juridiques et politiques, des programmes de formation en matière de crédit pour la petite entreprise et à l'éducation des enfants vulnérables à l'esclavage.

Objectif 2. L'organisation s'emploie à éliminer le travail des enfants en encourageant l'éducation primaire universelle pour combattre la mendicité forcée des enfants.

Objectif 3. Les programmes de l'organisation assurent l'inclusion des filles dans l'éducation en tant que principe fondamental.

3. Asian Indigenous and Tribal Peoples Network

Statut spécial accordé en 2002

I. Introduction

Objectifs et principes d'action de l'organisation

Le but de l'Asian Indigenous and Tribal Peoples Network consiste à promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones et tribaux en Asie en fournissant, selon que de besoin, des informations exactes et à jour aux institutions nationales de défense des droits de l'homme, à l'Organisation des Nations Unies et ses mécanismes spécialisés; en conduisant des études, des campagnes et du lobbying sur des situations nationales ou individuelles; en exécutant des programmes destinés à accroître la capacité des peuples autochtones grâce à la formation des militants pour les droits des peuples autochtones et des dirigeants locaux, en contribuant à l'élaboration de normes internationales concernant les droits des peuples

autochtones; et en exécutant des programmes destinés à assurer les droits économiques, sociaux et culturels des peuples autochtones grâce à une approche au développement axée sur les droits.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a soumis des déclarations à la septième session du Conseil des droits de l'homme en mars 2008 (A/HRC/7/NGO/46, A/HRC/7/NGO/47 et A/HRC/7/NGO/90). S'agissant de l'examen périodique universel du Conseil, l'organisation a été à l'avant-garde en ce qui concerne l'inclusion des présentations des peuples autochtones de l'Asie dans le résumé de 10 pages des parties prenantes établi par le Haut Commissariat aux droits de l'homme. La plupart des recommandations de l'organisation ont été reflétées dans le rapport du Haut Commissariat. Le Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme a examiné au total 16 pays à sa première session consacrée à l'examen périodique universel en avril 2008. En 2007, l'organisation a présenté des rapports des parties prenantes sur l'Inde, l'Indonésie et les Philippines. L'organisation et le Groupe de travail international sur les affaires autochtones ont présenté un rapport conjoint sur l'Inde. À la quatrième session de l'examen périodique universel, l'organisation a soumis un rapport des parties prenantes sur le Bangladesh et la Malaisie. S'agissant du Groupe de travail sur les affaires autochtones, l'organisation a soumis un document intitulé « Un nouveau mécanisme sur les peuples autochtones : la question de la valeur ajoutée et des options possibles », qui a abouti à la création du mécanisme d'experts sur les peuples autochtones du Conseil des droits de l'homme.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à diverses sessions du Conseil des droits de l'homme, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, des organismes créés en application de traités, et elle s'est entretenue avec des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a conduit à Katmandou en mai 2007 à un séminaire national sur la transition au Népal et le rôle des institutions nationales des peuples autochtones, auquel un représentant du Haut Commissariat aux droits de l'homme au Népal a pris la parole, entre autres; elle a établi des études globales sur les institutions nationales des peuples autochtones et les services et comités étatiques qui traitent des peuples autochtones en Asie. Les résultats de ces études ont été présentés à la Conférence régionale sur le rôle des institutions nationales chargées des droits des peuples autochtones, tenue à New Delhi en octobre 2008. Ont pris la parole à la Conférence, entre autres, James Anaya, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a surveillé les programmes pour vérifier que les peuples autochtones sont inclus dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'intervention de l'organisation auprès de la Commission nationale indienne pour la protection des droits de l'enfant a abouti à l'amélioration de la situation nutritionnelle et médicale des enfants appartenant à des peuples autochtones Bru, qui vivent depuis 1997 dans l'État indien de Tripura en tant que personnes déplacées. La Commission nationale a visité le camp de secours de ces personnes en septembre 2008, à la suite d'une plainte reçue de l'organisation, et en conséquence, 7 204 enfants Bru ont désormais accès à des produits alimentaires et à des services médicaux.

4. Communauté internationale Bahá'í

Statut spécial accordé en 1970

I. Introduction

La Communauté internationale Bahá'íe compte plus de 5 millions de membres dans le monde dans plus de 100 000 localités.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

La Communauté internationale Bahá'íe cherche à tirer parti des principes de foi Baha'i et des connaissances et de l'expérience de ses membres dans le monde entier aux fins de la solution des problèmes examinés par les Nations Unies, y compris la protection et la promotion des droits de l'homme, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, et le développement durable.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux travaux de la Commission de la condition de la femme, a soumis des déclarations, et a organisé plus de 50 manifestations parallèles avec diverses institutions, y compris le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et des États Membres. Exerçant la présidence du Comité du développement social de la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, l'organisation a collaboré avec la Division des politiques sociales et du développement social et a organisé des réunions-débats sur la dimension morale des changements climatiques à l'occasion des sessions de la Commission du développement social. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques en Pologne en 2008 et à Copenhague en 2009, l'organisation a dirigé une délégation de 21 membres et a organisé trois manifestations parallèles et est intervenue dans deux conférences de presse. Elle est membre du comité exécutif du Comité des ONG sur le développement durable. L'organisation a participé à des discussions qui visaient à renforcer le Conseil des

droits de l'homme et a contribué à la définition des dimensions organiques et opérationnelles de l'examen périodique universel du Conseil; elle a participé à toutes les sessions du Conseil pendant cette période, en organisant des manifestations parallèles, en soumettant des déclarations sur la situation des communautés Baha'i en République islamique d'Iran et en Égypte, sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le dénigrement des religions et la liberté de religion, et a conduit un dialogue interactif avec le Rapporteur spécial. L'organisation préside le comité des ONG sur la liberté de religion et de croyance et est membre du Comité exécutif du Comité des ONG sur les droits de l'homme.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Des représentants de l'organisation ont pris part à plus de 300 réunions tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, a contribué à 25 déclarations et 25 déclarations conjointes aux sessions : a) du Conseil des droits de l'homme; b) du Groupe de travail de l'examen périodique universel et du Comité consultatif du Conseil à Genève; c) du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban et de la Conférence elle-même tenue en avril 2009 en Afrique du Sud; d) de la Commission de la condition de la femme; et f) de la Commission du développement social. La Communauté internationale Bahá'íe est un partenaire de l'Alliance of Religions and Conservation du PNUD et du Plan de sept ans pour le changement des générations.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le UNICEF et l'UNIFEM et a organisé des réunions d'information et d'autres manifestations dans le cadre de la Commission de la condition de la femme; elle a joué un rôle crucial dans la campagne mondiale pour la réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes; elle s'est associée à d'autres ONG pour soumettre des recommandations au Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies aux fins de l'établissement de son rapport au Secrétaire général « Unis dans l'action », présenté le 9 novembre 2006; elle a organisé des consultations dans six pays et a soumis ses résultats au Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur son projet de principes directeurs en matière de pauvreté et de droits de l'homme en 2007.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2. Programme d'autonomisation par le biais du centre de développement mongol; programmes d'éducation rurale au Ghana; éducation préscolaire et primaire en Thaïlande.

Objectif 3. Cours concernant l'autonomisation des jeunes et la responsabilité parentale, Institut de développement pour femmes rurales de Barli (Inde).

Objectif 4. Programmes d'éducation en matière de santé primaire, Zambie.

Objectif 5. Programmes d'éducation en matière de santé primaire, Zambie; Cours sur les soins prénatals et postnatals; Women and Child Center, Inde.

Objectif 6. Éducation en matière de VIH/sida, Institut de développement pour femmes rurales de Barli (Inde); projets de développement de connaissances en matière de santé, Ouganda.

5. Fédération européenne des femmes actives au foyer

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

La Fédération européenne des femmes actives au foyer est une fédération de 17 ONG nationales dans 15 États membres de l'Union européenne qui cherchent à faire reconnaître et soutenir les soins donnés non rémunérés et les activités connexes.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

La Fédération européenne des femmes actives au foyer cherche à faire reconnaître la valeur humaine, économique, sociale, éducative et culturelle du travail non rémunéré des dispensateurs de soins.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération collabore avec ses organisations membres, d'autres acteurs de la société civile et travaille avec les médias afin de faire reconnaître les droits des dispensateurs de soins, tel que convenus par les États Membres dans le Programme d'action de Beijing, en particulier les objectifs stratégiques A.4 et H.3.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Des représentants de l'organisation ont pris part aux sessions de la Commission de la condition de la femme tenues à New York entre 2006 et 2009. L'organisation a réalisé des réunions parallèles, a élaboré des documents d'information, a pris part à des manifestations parallèles et a pris la parole dans des forums d'experts interactifs de la Commission en 2008 et 2009. À Genève, entre 2006 et 2009, elle était représentée aux réunions du Conseil des droits de l'homme.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation participe aux sessions de la Commission de la condition de la femme.

6. Alliance mondiale pour la santé des femmes

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'alliance mondiale pour la santé des femmes milite en faveur de l'amélioration de la santé des femmes grâce à la promotion, l'éducation, la sensibilisation et l'exécution de programmes en matière de santé et à la collaboration avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, le secteur privé, les milieux universitaires et des citoyens individuels dans le monde entier.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

Conformément à ses principes directeurs, l'organisation met l'accent en particulier sur la santé des femmes, depuis la première enfance jusqu'à la vieillesse, en soulignant les initiatives et les engagements à long terme, les programmes basés sur la collaboration et les partenariats public-privé.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Alliance mondiale pour la santé des femmes a mis l'accent sur la promotion de la santé et l'égalité des femmes au Conseil économique et social et dans le système des Nations Unies en général. Elle a conduit une campagne sur les femmes et le diabète et l'impact de cette maladie chronique; a appuyé un programme de sensibilisation concernant les femmes et le VIH/sida; a lancé une initiative concernant la vaccination contre le cancer du col de l'utérus et le virus du papillome humain; elle a également lancé et est en train de faciliter deux forums public-privé pour l'Organisation des Nations Unies.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à l'examen ministériel annuel et à la Foire de l'innovation en juillet 2009 à Genève, où elle a coparrainé une table ronde de dirigeants sur l'autonomisation des femmes, le diabète et le développement; en avril 2008, au Siège, elle a coparrainé une réunion d'experts sur le diabète; les femmes et le développement; à la session de la Commission de la condition de la femme, tenue en mars 2009 au Siège, elle a coparrainé une réunion d'information sur les maladies chroniques et la santé des femmes; à la session de la Commission de la condition de la femme de mars 2007 au Siège, elle a organisé un séminaire sur la prévention du cancer du col de l'utérus grâce au vaccin du virus du papillome humain; et en mai 2009, à Genève, elle a coparrainé un colloque sur l'égalité des sexes, la santé et le diabète pour l'OMS.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec l'OMS, la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU, l'UNICEF et le FNUAP.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé la réalisation de l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier des objectifs 3, 4,5 et 8.

Objectif 3. L'organisation a appuyé la table ronde des femmes dirigeantes sur l'autonomisation des femmes, le diabète et le développement.

Objectifs 4 et 5. L'organisation a milité en faveur de l'intégration du dépistage obligatoire du diabète dans les soins prénatals de routine, en collaboration en particulier avec UNICEF et le FNUAP.

7. Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines

Statut spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Fondation pour la mise en valeur des ressources humaines est une ONG à but non lucratif qui exécute des programmes en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Turquie.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

La Fondation a pour mission de trouver des solutions aux problèmes qui se posent en matière de santé, d'éducation et d'emploi, et qui se répercutent de manière négative sur la mise en valeur économique, sociale et culturelle des ressources humaines. L'organisation conduit des activités dans les domaines de la sensibilisation, de la formation et des services. Les principaux programmes portent sur les domaines suivants : hygiène sexuelle et santé et droits en matière de procréation; migrations irrégulières, y compris la lutte contre la traite des êtres humains; développement communautaire, l'accent étant mis sur les droits de la femme; et développement de la société civile.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation s'emploie à prévenir les maladies transmissibles sexuellement et le VIH/sida; elle facilite l'accès des femmes aux services de santé procréative et soutient les droits des femmes en matière de procréation, les droits des réfugiés et les droits des travailleurs du sexe.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé : a) à la Conférence conjointe de l'Office des Nations Unies sur les drogues et le crime, du processus de Budapest et de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire sur la traite des êtres humains dans la région de la mer Noire, tenue à Istanbul en octobre 2007; b) à la réunion sur la création de réseaux opérationnels, la coopération et la formation pluridisciplinaire commune à l'intention des spécialistes des ONG et des organisations internationales dans le domaine de la justice et du maintien de l'ordre aux fins de la lutte contre la traite des êtres humains, organisée par l'Union européenne et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Sofia, en juillet 2007; à la Conférence régionale tripartite sur la lutte contre toutes les formes de la traite des êtres humains dans le Caucase et les pays de destination correspondants, organisée par L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en collaboration avec l'OIT, l'Union européenne, le PNUD, le Centre international pour le développement des politiques migratoires et la Banque mondiale à Tbilissi en février 2009.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur le programme de soutien aux réfugiés; avec l'OIM dans le cadre du programme de lutte contre la traite des êtres humains; avec le FNUAP sur des projets de santé procréative et de prévention du VIH/sida.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3. L'organisation a conduit des activités de formation en matière de violence sexuelle à l'intention du personnel sanitaire dans 10 villes de la Turquie; elle a apporté un soutien à plus de 400 femmes victimes de la traite des êtres humains.

Objectifs 4 et 5. Entre 2004 et 2007, l'organisation a imparti une formation en matière de droits des patients et de la communication connexe au personnel des services de santé travaillant dans des dispensaires de santé procréative en vue d'améliorer l'accès des femmes aux services de santé procréative et infantile; elle a conduit des activités visant à améliorer la santé procréative des adolescents et améliorer leur accès aux services.

Objectif 6. Prévention des maladies transmissibles sexuellement et du VIH/sida grâce à l'autonomisation des travailleurs du sexe, y compris les activités de sensibilisation à l'intention des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

8. Association internationale des ports

Statut spécial accordé en 1966

I. Introduction

L'association internationale des ports est une organisation non gouvernementale mondiale à but non lucratif des autorités portuaires, fondée en 1955, qui compte actuellement quelque 350 membres, principalement les autorités portuaires publiques, dans 90 pays du monde.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

Le principal objectif de l'organisation consiste à développer et à promouvoir de bonnes relations et de la coopération entre tous les ports du monde en encourageant une plus grande efficacité de tous les ports grâce à l'échange d'informations sur les nouvelles techniques et la technologie relative au développement, l'organisation, l'administration et la gestion des ports.

B. Changements majeurs survenus dans l'organisation

L'organisation a lancé la World Ports Climate Initiative afin de contribuer à la réduction des émissions de gaz de serre dans les zones portuaires.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a pris part : à la quatre-vingt-unième session du Comité de sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale (OMI) en 2006, à Londres, consacrée à l'examen du projet de directives en matière de formation et de certification des agents de sécurité des installations portuaires; à la réunion annuelle du Groupe scientifique de la Convention de Londres de l'OMI, tenue en 2007 à Santiago de Compostela (Espagne), consacrée à l'élaboration de directives spécifiques pour l'évaluation de matières draguées; à la cinquante-septième session du Comité de la protection du milieu marin de l'OMI, tenue en 2008 à Londres, consacrée à la révision de l'annexe VI du règlement pour la prévention de la pollution par les navires de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires et du Code technique sur la limitation de l'émission des oxydes d'azote des moteurs diesel marins; et à la quatre-vingt-quinzième session du Comité juridique de l'OMI tenue en 2000 à Londres consacrée à l'examen des questions relatives à la Convention sur les substances dangereuses et toxiques et les lieux de refuge. L'organisation a également participé à la cinquante-neuvième session du Comité sur la protection du milieu marin de l'OMI, tenue en 2009 à Londres, pour examiner une série de questions concernant l'amélioration du milieu marin.

9. International Federation of Family Associations of Missing Persons from Armed Conflicts

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'International Federation of Family Associations of Missing Persons from Armed Conflicts est une organisation charitable internationale.

Objectifs de l'organisation

Le principal objectif de l'organisation consiste à aider les familles de personnes portées disparues dans le contexte de conflits armés, qui se heurtent à des problèmes économiques, juridiques et culturels quand le principal soutien de famille a disparu à la suite d'un conflit. L'organisation cherche à sensibiliser le public aux difficultés rencontrées par ces familles et à collaborer avec d'autres ONG pour faciliter le regroupement familial, l'obtention d'une aide humanitaire pour les membres de la famille, l'amélioration de la législation locale en vue de protéger les membres de la famille des personnes disparues, l'élargissement des possibilités économiques des familles, et à aider à rassembler, clarifier et diffuser des informations en vue d'enregistrer les faits pour histoire.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a fait des déclarations à l'occasion des ateliers organisés dans le cadre des sessions de la Commission de la condition de la femme et de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG. Dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, on a accordé à l'organisation le statut d'observateur auprès du Groupe de travail des Nations Unies sur les personnes disparues dans le contexte des événements au Kosovo en 2006. Elle a collaboré avec la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et avec son bureau des personnes disparues et de la médecine légale pour le compte des femmes et des enfants. Les activités de l'organisation en Afrique comprennent la fourniture de livres scolaires aux enfants, l'autonomisation des femmes grâce à la formation aux compétences pratiques, l'éducation des familles concernant le VIH/sida, et le soutien psychosocial aux jeunes femmes en matière de soins maternels.

A. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a participé au Groupe de travail des Nations Unies sur les personnes dont on ignore le sort dans le contexte des événements survenus au Kosovo, qui s'est réuni à Belgrade en 2006, et a rencontré des fonctionnaires de la MINUK à Pristina en vue de développer des procédures aboutissant à la réforme judiciaire.

B. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. Établissement d'associations de familles de personnes disparues en 2008 à Lusaka; de l'Association pour une meilleure vie des réfugiés et de l'Association des femmes réfugiées de la région des Grands Lacs en Zambie, aux fins de la promotion de la formation des femmes aux compétences pratiques.

Objectif 2. Fourniture de matériel didactique à 2053 enfants à Lusaka.

Objectif 5. Exécution d'un projet de sensibilisation au problème du mariage précoce, Zambie, 2009.

Objectif 6. Exécution d'un projet de soutien psychosocial en matière de VIH/sida.

10. International First Aid Society

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'International First Aid Society est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et est affiliée à la Calvary Foundation International Incorporated, une organisation humanitaire internationale chrétienne.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation enseigne et fournit les premiers secours et des services connexes aux indigents, en temps de paix et en temps de guerre, en particulier aux victimes d'accidents, de catastrophes naturelles et de guerres, ainsi qu'aux réfugiés; elle réduit la pauvreté grâce à la formation aux compétences pratiques et la création d'emplois; elle encourage l'éducation de base des enfants et des adultes dans le domaine des droits de l'homme et l'acquisition de connaissances générales; et facilite le développement et l'autonomisation des jeunes grâce à la formation au commandement et à l'organisation d'ateliers et de séminaires.

II. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes : a) Conférence du Département de l'information pour les ONG : pour un partenariat efficace en faveur de la sécurité humaine et du développement durable, 2006, New York; b) Conférence du Département de l'information pour les ONG sur les changements climatiques et leur impact sur tous; 2007, New York; c) Conférence du Département de l'information pour les ONG sur la réaffirmation des droits de l'homme pour tous : la Déclaration universelle des droits de l'homme à 60 ans, 2008, Paris; d) Conférence du Département de l'information pour les ONG : Pour la paix et le développement,

désarmons maintenant!, 2009, Mexico City; et e) cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, 2008, New York.

Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. En collaboration avec le Gouvernement fédéral du Nigéria, l'organisation a organisé des programmes de formation à l'apiculture moderne à l'intention de chômeurs nigériens. Dans le cadre de cette initiative, des personnes ont reçu du matériel et acquis une formation leur permettant de monter leur propre affaire.

Objectif 4. L'organisation a collaboré avec le Ministère de la santé du Nigéria, l'OMS et UNICEF aux fins de l'organisation de campagnes d'immunisation nationales et locales contre la poliomyélite, la tuberculose, la diphtérie, la rougeole, la méningite, la coqueluche et l'avitaminose A.

11. Maryknoll Fathers and Brothers

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

Maryknoll Fathers and Brothers, organisation connue également comme la Catholic Foreign Mission Society of America, compte 465 membres appartenant à l'église catholique américaine. Entre 2006 et 2009, l'organisation a travaillé en Afrique, en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation soutient un dialogue interreligieux avec d'autres fois, et travaille dans le domaine de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de la femme, des problèmes économiques mondiaux y compris la dette, le commerce, la main d'œuvre, la santé et les droits de l'homme, la paix y compris la démilitarisation et la limitation des armements, et appuie de petites communautés chrétiennes.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation conduit des activités et exécute des projets dans les domaines suivants : travail avec des réfugiés à Jouba, Soudan du Sud; reconstruction de l'infrastructure après l'indépendance au Timor-Leste; appui aux activités de l'ONG Los Derechos Humanos y Medio Ambiente concernant les droits de l'homme et l'environnement à Puno (Pérou); aux États-Unis d'Amérique, à son siège à Ossining (New York), l'organisation publie un article mensuel World Watch en tant que forme de vigilance contre les violations des droits de l'homme.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a organisé des réunions et des manifestations parallèles au Siège de l'Organisation des Nations Unies, une manifestation parallèle en collaboration avec Maryknoll Sisters dans le cadre de la Commission du développement durable sur une autre mer d'Aral – les Grands Lacs en Afrique, la Conférence de Montréal sur les changements climatiques et la nouvelle signification du Protocole de Kyoto; elle a pris part à la session de 2006 du Sous-comité pour l'élimination du racisme du Comité d'ONG sur les droits de l'homme; en 2007, elle a coparrainé une manifestation parallèle dans le cadre de la Commission de la condition de la femme sur le thème « Voices of the girl child from the field »; en 2009, elle a participé à une manifestation parallèle dans le cadre du sommet sur le changement climatique sous le titre « La vraie richesse des nations : Du réchauffement de la planète à un partenariat mondial » parrainée par la Mission permanente de la Grenade auprès de l'ONU.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a réalisé des études sous les titres suivants, entre autres : « La vraie richesse des nations » (novembre 2009), Nations Unies : la Convention relative aux droits de l'enfant (juillet 2009); « Les changements climatiques : la voie vers Copenhague 2009 » (mars 2009); et un examen de haut niveau sur le VIH/sida (juillet 2008). La Catholic Mission Society of America a participé aux réunions suivantes : Instance permanente sur les questions autochtones en 2006, 2007 et 2009; Forum sur le développement social, 2006; Commission de la condition de la femme, 2007; Commission du développement durable 2006, 2008, 2009; Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques à Copenhague; Poznan (Pologne); Bali (Indonésie); et Barcelone (Espagne); Pourparlers sur les changements climatiques à Nairobi, 2006, Accra, 2008, Bonn 2008 et 2009, Bangkok 2009.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. L'organisation s'est employée à obtenir la reconnaissance des droits des travailleurs industriels à Ciudad Juarez (Mexique).

Objectif 6. L'organisation a apporté un soutien à des personnes malades du sida pour garantir l'hospitalité et a facilité l'achat de médicaments antirétroviraux à Musoma (République unie de Tanzanie).

12. Sinha Institute of Medical Science and Technology

Statut spécial accordé en 2006

I. Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation vise a) à promouvoir le développement éducationnel et scientifique, l'amélioration de la situation économique et sociale et le bien-être de la population; b) à créer et exploiter des instituts et centres éducationnels, scientifiques et médicaux; c) à promouvoir des recherches, des études et des enquêtes sur le terrain en vue de découvrir des plantes et d'autres matières à des fins médicales; d) à organiser des conférences, débats et séminaires et une journée nationale de la science; e) à publier des textes, magazines, monographies, livres et rapports de projets pertinents; f) à accorder des bourses à des étudiants méritoires; g) à établir des centres pour des maladies cardio-vasculaires, le diabète, le cancer et d'autres problèmes sanitaires; h) à conduire des études sur des questions sanitaires et connexes; et i) à impartir une éducation à des enfants indigents.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'institut a pris part à la découverte de médicaments pour le traitement des maladies cardio-vasculaires basés sur des matières endogènes. Elle a publié les études suivantes, entre autres « L'effet thrombolytique de l'aspirine dans le modèle animal » (2007); « Le rôle de l'oxyde d'azote dans la thrombolyse induite par l'aspirine in vitro et la purification de la synthèse de l'oxyde d'azote activée par l'aspirine à partir de plaquettes de sang humain »; (2007); « La production systémique de IFN-alpha par l'ail chez les humains » (2007). L'organisation conduit également des recherches en vue de trouver des traitements pour des maladies incurables. Grâce à des recherches fondamentales, elle a mis au point une substance pour le traitement du cancer (breveté aux États-Unis d'Amérique) et approuvé par le tribunal de grande instance de Kolkata pour tous les types de cancer. D'après les informations reçues par organisation, plus de 100 malades ont été guéris par l'utilisation de cette substance.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton-Woods, l'Organisation mondiale de la santé et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue en 2007 à New York.

B. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a établi une école primaire pour 20 enfants des rues, en fournissant également le petit déjeuner, des vêtements, des chaussures, des livres et des crayons gratuitement.

13. Tiye International

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

Tiye International est une ONG faitière regroupant 21 associations nationales de femmes noires, migrantes et réfugiées aux Pays-Bas.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation vise a) à promouvoir l'égalité des chances aux fins de la participation effective des femmes noires, migrantes et réfugiées dans tous les domaines de la vie; b) renforcer l'égalité des femmes noires, migrantes et réfugiées dans la vie économique et sociale; c) lutter contre le racisme et toutes les autres formes de discrimination en matière d'emploi et de maîtrise des ressources économiques; d) lutter contre l'exclusion sociale et économique des femmes noires, migrantes et réfugiées; e) promouvoir l'interaction entre les femmes du Sud qui vivent dans le Nord et les femmes qui vivent dans le Sud.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation travaille en coopération avec différentes organisations en Europe aux fins de l'autonomisation des femmes noires et migrantes en Europe, entre autres dans le domaine de l'information et de l'organisation d'ateliers; elle conduit des activités de sensibilisation pour lutter contre la discrimination sur les lieux de travail; elle exécute des projets et développe des méthodologies dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes; elle a exécuté un projet transnational en Europe sous le titre « EU-Allinc » destiné à promouvoir le progrès des femmes noires, migrantes et réfugiées en Europe.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

En 2006, l'organisation a soumis un document à la Table ronde de haut niveau sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles à la Commission de la condition de la femme; en 2007 elle a soumis une déclaration écrite à la Commission de la condition de la femme sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles; et en 2008 elle a soumis des recommandations écrites à la Commission de la condition de la femme sur le financement de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

À la Conférence d'examen de Durban tenue à l'Office des Nations Unies à Genève en 2009, Tiye International a présenté une déclaration conjointe avec d'autres ONG néerlandaises de personnes originaires de l'Afrique et de descendance africaine.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique du Sud, en Équateur, en Éthiopie, en Somalie et au Surinam.

Objectif 1. L'organisation a conduit des activités de formation en matière de réduction de la pauvreté et de création de capacités dans l'optique de l'égalité des sexes. Elle a concentré l'attention sur l'élaboration de plans d'entreprise, la gestion financière, la gestion des projets et différents types de financement, et a rédigé des projets de création d'entreprises.

14. To Love Children Educational Foundation International

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

To Love Children Educational Foundation International travaille dans 45 pays.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation a pour vision de conférer aux filles le droit d'avoir et d'exprimer leurs propres opinions et de créer des possibilités culturellement appropriées pour les filles. Concrètement, l'objectif consiste a) à faciliter l'élargissement des possibilités d'éducation des filles dans les pays en développement grâce à des études universitaires de troisième cycle et à rompre le cycle de pauvreté; et b) à développer des programmes et à créer des partenariats de collaboration en vue de mettre les

filles à même d'exercer leurs droits inaliénables et d'avoir accès à la justice. Les programmes de l'organisation adoptent une approche interdisciplinaire englobant les problèmes de l'égalité des sexes, des droits de la femme, de la gouvernance démocratique, du développement de l'éducation, de la justice sociale et des droits de l'homme aux fins de l'élaboration de théories, concepts, modèles et programmes novateurs.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'OMS et l'OMS-Ouganda, le FNUAP et UNICEF en vue d'obtenir l'autorisation d'adapter un manuel pour la formation des instructeurs, et a consulté l'OMS en vue de la révision du programme de l'organisation concernant la prévention du VIH/sida chez les adolescents.

A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

a) L'organisation a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme de 2006 à 2009 à New York, et b) aux discussions en ligne sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles, parrainées par la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU en 2006. Le Président/Fondateur de l'organisation a fait une déclaration à la session ministérielle de la Commission de la condition de la femme de 2007. L'organisation a soumis une déclaration à la Commission de la condition de la femme en 2008 et a participé à la manifestation organisée le 3 décembre 2009 pour marquer le 30^e anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

B. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a développé, en consultation avec une équipe internationale d'experts, un programme international de santé publique et un programme d'études sur la prévention concernant des pratiques saines et intelligentes à adopter par les adolescents. Le Président de l'organisation a fondé un magazine intitulé « Global Child », dont il a publié deux numéros, en vue de faciliter un dialogue entre experts et profanes du monde entier sur la situation de l'enfant dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement et de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que des autres objectifs définis par les Nations Unies.

Objectif 2. L'organisation a fait don de matériel scolaire pour 500 enfants en collaboration avec la Rural Reconstruction Society, organisation communautaire indienne; du matériel pour une bibliothèque pour 10 000 enfants à construire à Visakhapatnam; (Inde); elle a organisé une initiative au niveau local sous la devise « Walk for Education Worldwide » avec la participation de 22 000 enfants de différents pays.

Objectif 6. L'organisation a élaboré un programme scolaire pour la lutte contre le VIH/sida à l'intention des jeunes dans les populations les plus vulnérables en Ouganda et au Kenya; elle a rencontré les dirigeants du monde de l'éducation, des enseignants, des dirigeants d'ONG, des associations de femmes, des ministres chargés de l'égalité des sexes, de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et du développement, ainsi que le ministre délégué auprès de la présidence de l'Ouganda, en vue de développer un programme durable de microfinancement à l'intention des femmes les plus pauvres et les plus vulnérables.

15. Unione Intercontinentale Casalinghe

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'Unione Intercontinentale Casalinghe a été établie à Bologne (Italie), avec la Liga de Amas de Casa, Consumidores y Usuarios de la Republica (Argentine); la Confederación Española de Amas de Casa, Consumidores y Usuarios (Espagne); la Confederación Ibero-Americana de Amas de Cas (Espagne, Portugal, Argentine et Amérique du Sud); et l'Association pour le Soutien et la Promotion de la Femme au Foyer (Europe).

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'Unione Intercontinentale Casalinghe vise à a) représenter des personnes travaillant pour des familles employées par des institutions mondiales comme l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO et d'autres; b) créer des possibilités d'emploi pour les femmes qui n'en ont pas; c) promouvoir l'adoption de lois qui protègent ces travailleurs; et d) promouvoir les droits de la famille.

II. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York.

Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. En Argentine, l'organisation conduit les activités en faveur des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim en accordant une attention particulière aux enfants.

Objectif 7. Au Congo, les programmes et activités mettent l'accent sur l'information et la sensibilisation dans le domaine de l'environnement durable.

16. World for World Organization

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

World for World Organisation est une ONG italienne travaillant en Italie et sur le plan international.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation a pour but d'éliminer la pauvreté en mettant les pauvres du monde à même d'améliorer leur qualité de vie grâce à la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la santé, l'éducation, la lutte contre le VIH/sida, les programmes de lutte contre la pauvreté, le microcrédit et les donations. Elle vise à développer les compétences locales et des technologies pratiques et durables pour soutenir des projets de développement et des projets humanitaires, des programmes de secours et de relèvement, à responsabiliser les peuples autochtones, les communautés locales, les associations de femmes et les autres parties prenantes dans les pays en développement. L'équipe de mobilisation de ressources attire, gère et décaisse des ressources additionnelles grâce à un partenariat public-privé novateur aux fins de l'exécution de ses programmes.

B. Changements majeurs survenus dans l'organisation

L'organisation a développé une campagne de volontaires en faveur de la création de réseaux de solidarité et de développement dans différents pays du monde aux fins de l'accomplissement de sa mission. Le réseau est composé d'ambassadeurs itinérants de bonne volonté et d'amis de l'organisation, y compris des ONG et des organisations locales. Ce partenariat inclut 346 organisations partenaires et plus de 4 000 réseaux dans plus de 80 pays sur tous les cinq continents.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé chaque année : a) au débat de haut niveau du Conseil économique et social à Genève et New York; b) à la Manifestation de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement à New York en 2008; c) aux sessions de la Commission de la condition de la femme à New York, où elle a présenté des déclarations orales et écrites; d) aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, où elle a soumis des déclarations conjointes; e) à l'Instance permanente sur les questions autochtones; f) à la Conférence internationale sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du consensus de Monterrey tenue à Doha (Qatar) en 2009; g) aux sessions de la Commission du développement durable, où elle a soumis des déclarations orales et écrites. Elle a participé au comité préparatoire de la CNUCED et à la réunion d'experts sur l'investissement étranger direct dans les ressources naturelles tenue à Genève en 2006.

Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené les principales activités suivantes, entre autres :

Objectif 1. Elle a dispensé des soins nutritionnels à 5 079 enfants et des soins prénatals à 8 950 femmes enceintes en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Objectif 2. Chaque année, elle parraine des enfants de familles pauvres pour donner une éducation primaire à 1 250 enfants au total; elle a distribué du matériel didactique à des écoles primaires dans les zones rurales, y compris des uniformes, des sacs et des livres pour 24 200 élèves en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Objectif 3. En collaboration avec des ONG et des associations locales, elle a organisé des cours de formation et des programmes de création de capacités concernant l'égalité des sexes à l'intention de 400 femmes en Afrique et en Asie.

Objectifs 3 et 5. Elle a organisé un programme d'aide humanitaire sous le nom de Mission médicale composée d'une équipe de médecins volontaires qui ont soigné gratuitement 300 enfants et adultes en Afrique.

Objectif 6. Elle a conduit les activités de prévention, de soins et de sensibilisation en matière de VIH/sida au Cameroun et au Kenya pour 26 000 personnes.

Objectif 7. Elle a pris l'initiative de la plantation d'arbres pour lutter contre la désertification et pour soutenir les communautés dans la gestion de l'environnement en Mauritanie et au Sénégal, ce qui a profité à 4 000 personnes.